

Malgré l'état d'urgence et les manœuvres du ministre les personnels en grève ont dit NON à Blanquer !

Malgré l'état d'urgence liberticide, le plan Vigipirate renforcé, et les attestations demandées, ce 10 novembre, des milliers de personnels ont fait grève et participé aux rassemblements dans toute la France.

Par exemple : 400 manifestants à Rouen, 200 au Havre, 2 000 à Paris, 130 à Bourg en Bresse, 700 à Bordeaux, 350 à Marseille, 200 à Perpignan, 300 à Toulon, 150 à Vannes et Lorient, 1 500 à Toulouse, 500 à Grenoble, 150 à Clermont, 50 à Périgueux, 120 à Avignon, 300 à Tours, 200 à Albi, 200 à Lyon...

Ce mouvement de grève qui a commencé dès le 2 novembre exprime le ras-le-bol des personnels face à des conditions de travail disloquées, face au refus du gouvernement de protéger les personnels et les élèves.

Au centre des revendications : l'urgence de créations massives de postes dans les écoles, les collèges et les lycées. Les dernières annonces du ministre Blanquer n'ont convaincu personne. Il propose tout simplement un Bac local et des cours en pointillés.

Pour la FNEC FP-FO, il est hors de question d'accepter que l'Ecole soit réduite à peau de chagrin, qu'on puisse localement décider qui va en cours ou pas, quelle discipline a le droit de faire cours. Il n'est pas non plus acceptable de faire pression sur les personnels pour mettre en place le télé-enseignement et le travail jour et nuit. L'Education doit rester nationale. Le Baccalauréat doit rester national. Les statuts doivent être respectés.

Ce mardi 10 novembre, le ministre n'a pas répondu à la demande d'audience intersyndicale. En refusant de répondre aux revendications le ministre cherche, une fois de plus, à faire porter la responsabilité du chaos sur les seuls personnels.

Alors que la colère monte dans les écoles et les établissements, la FNEC FP-FO appelle les personnels à amplifier les assemblées générales, à lister leurs besoins en termes de postes, de classes et d'heures de cours, et à s'adresser aux parents d'élèves, aux lycéens, pour organiser la mobilisation et discuter collectivement, dès jeudi 12 novembre, des suites à lui donner.

La FNEC FP-FO soutient toutes les initiatives décidées par les personnels et leurs organisations pour exiger :

- Le recrutement immédiat de tous les candidats inscrits sur les listes complémentaires et le réabondement de celles-ci, le réemploi et la titularisation de tous les contractuels !
- De réelles mesures de protection pour les personnels (dépistage systématique, mise à disposition de masques FFP2)
- L'abandon de toutes les réformes remettant en cause nos statuts et nos conditions de travail !
- L'arrêt de la répression envers les lycéens !

à Montreuil, le 10 novembre 2020